

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS. \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ETRANGER. \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30 Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS. \$2.00 \$1.50 \$1.00 \$0.75 POUR L'ETRANGER. \$4.00 \$3.00 \$2.00 \$1.50 Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

BUREAUX: rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 21 AVRIL 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO. LIMITED. BUREAUX: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, VENIR AU BUREAU AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR L'AUTRE PAGE.

TELEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

NOUVELLES ETRANGERES

Neutralité du Mexique.

Mexico, 20 avril.—Le Mexique observe une stricte neutralité, en cas de commencement des hostilités. Les espagnols, ici, semblent inquiets de la situation.

L'Opinion du Capt. Mahan.

Rome, 20 avril.—Le Capt. Alf. T. Mahan, la plus grande autorité maritime des Etats-Unis, qui est arrivé ici récemment, a fait la déclaration suivante à l'usage du New York World: La marine américaine est préparée pour la guerre, autant qu'une marine du monde. Les officiers de ses hommes valent tous ceux des autres pays. Il n'y a pas le moindre doute à voir à ce sujet. Le résultat sera complet, comme la marine espagnole l'apprendra à ses dépens.

Madrid est tranquille à Madrid.

Madrid, 20 avril.—Tout est tranquille ici aujourd'hui.

Départ du Gen. Woodford.

Madrid, 20 avril. 8 h. du matin.—Le ministre Woodford se prépare à quitter Madrid.

Veu des marins espagnols.

Madrid, 20 avril.—Les équipages de l'escadre espagnole, à Cadix, ont devant la statue de la vierge, devant la statue de la vierge, ne rentrer chez eux que victorieux.

Don Carlos à Ostende.

Ostende, 20 avril.—Don Carlos est arrivé ici.

Encore Don Carlos.

Ostende, 20 avril.—Le prétendant arliste, Don Carlos, accompagné d'une nombreuse suite, est arrivé. Il doit, dit-on, y rester quelque temps.

Ostende est un port de mer de Belgique.

Ostende est un port de mer de Belgique, dans les Flandres, sur la rive Nord, et à 60 milles seulement de l'Angleterre, où les partisans de Don Carlos se sont donné rendez-vous de mouvement dernière, sous la direction du comte d'Asubramham.

Ostende a des communications régulières avec Londres et Douvres.

Préparatifs de départ du ministre Woodford.

Madrid, 20 avril. 8 h. du matin.—Tout est tranquille ici. Bien d'excitations n'est survenu. Deux officiers de police sont stationnés au coin de la rue où est située la résidence du ministre des Etats-Unis, le général Woodford, qui a commencé, hier, ses préparatifs de départ.

Il n'a reçu aucune communication de Washington, depuis la transmission du texte des résolutions du Congrès.

Le ton de la Presse espagnole. Le serment solennel devant la Vierge.

Madrid, 20 avril. 8 h. du matin.—Les journaux de la capitale ont été achetés rapidement, ce matin. Ils ont tous le même ton belliqueux. L'impartial, (indépendant) fait remarquer le contraste qui existe dans la façon d'entrer en guerre de l'Espagne et des Etats-Unis. "L'agresseur, dit-il, est bruyant, pousse des clameurs; celui qui est attaqué est réservé, calme et est maître de lui-même. Le Libéral, républicain modéré, dit: "même le ministre Woodford est convaincu qu'il y aura guerre; il a envoyé ses cartes d'adieu au corps diplomatique. Le Libéral, qui est l'organe de Senor Sagasta, actuellement premier ministre, intitule ainsi son éditorial: "Guerre". Il dit: "Les résolutions votées par le Congrès équivalent à une déclaration de guerre. L'Espagne est sans crainte; elle est unie et préparée à défendre ses droits, seule, abandonnée par les puissances, mais fortifiée par le sentiment de la justice de sa cause."

Le public accepte généralement la situation sans inquiétude. Des avis de Cadix annoncent que le commandant de la nouvelle escadre espagnole qui se forme ici, a récemment visité l'autel de la vierge avec ses hommes. Là, il a parlé aux marins des divers équipages, laissant le choix de rester à quiconque avait peur. Les équipages, ajoute-t-on, ont unanimement déclaré qu'ils préféreraient aller se battre. Alors le commandant, ainsi que les hommes, se sont agenouillés et ont fait le serment solennel de ne rentrer jamais en Espagne, que vainqueurs.

Les souscriptions espagnoles.

Madrid, Espagne, 20 avril. 8 h. du matin.—Le prince de Monaco qui est officier dans la Marine espagnole a écrit à la reine régente, lui exprimant le regret de ne pouvoir remplir ses fonctions dans la marine.

Des devoirs particuliers l'en empêchent, mais il envoie une souscription de 10,000 pesetas au fond national, afin de renforcer la marine de l'Espagne.

L'ex-Reine Isabelle a envoyé une souscription de 30,000 pesetas au fond national.

Le vice-Consul des Etats-Unis, ici, a donné sa démission. Le vice-Consul des Etats-Unis, à Madrid, est senor Ignacio F. Hernandez.

Un passager frappé de folie.

Queenstown, 20 avril.—A l'arrivée, aujourd'hui, du steamer Belgenland, de la ligne Red Star, le capitaine Thompson, qui était parti de Philadelphie pour Liverpool, le 9 avril, a rapporté que Theod. Schell, un passager des premières, a été frappé de folie; en a dû lui mettre la camisole de force.

Plus tard, cependant, il est redevenu plus calme; mais il a ensuite sauté à bord. Une chaloupe a été mise à l'eau, et M. Schell a été retiré de l'eau vivant. Il est mort quelque temps après, malgré les soins qui lui ont été prodigués.

Incendie au tabernaolo de Spurgoon.

Londres, 20 avril.—Le tabernaolo de Spurgoon a été détruit par un incendie, cet après-midi.

A la Havane.

La Havane, Ile de Cuba, 20 avril.—La tranquillité règne à la Havane; le temps est chaud; les préparatifs de guerre continuent.

La Société Centro Galogo a donné plusieurs maisons lui appartenant au gouvernement, qui les utilisera en cas de guerre.

Dans un éditorial l'Union Constitutionnelle, commentant les résolutions adoptées par le Congrès des Etats-Unis, dit: "L'intervention signifie la guerre pour l'Espagne, mais il est plus facile de voter que d'exécuter. Continuant, le journal fait la remarque suivante: "Jusqu'à présent l'Espagne a traité les Etats-Unis avec mépris. Maintenant elle va leur donner un coup de pied et employer son fouet."

Interdiction de l'importation des fruits américains en Autriche.

Vienne, Autriche, 20 avril.—Un décret publié aujourd'hui interdit l'importation en Autriche-Hongrie des fruits verts, des plantes, des épilures de fruits, des enveloppes, etc., au cas où l'examen dans les ports d'entrée aurait fait découvrir la présence du pou de San Jose.

Volontaires anglais.

Londres, 20 avril.—La poussée de ceux qui désirent s'engager au service des Etats-Unis a continué aujourd'hui. De quarante à cinquante anglais ou irlandais, matelots ou soldats, ou ayant l'intention de devenir soldats ou matelots, ont demandé d'être enrôlés ce matin au consulat américain.

Les journaux anglais.

Londres, 20 avril.—Tout en conservant un ton généralement amical pour les Etats-Unis les journaux du soir expriment une certaine sympathie pour l'Espagne.

L'ultimatum est présenté de telle façon que l'Espagne ne peut pas l'accepter sans se suicider comme nation.

"La Gazette de Westminster" dit: "L'ultimatum est présenté de telle façon que l'Espagne ne peut pas l'accepter sans se suicider comme nation. "La Gazette de St-James" s'exprime ainsi: "Notre sympathie pour l'Amérique ne nous aveugle pas au point de ne pas constater le fait que les moins respectables éléments politiques du Congrès ont agi en temps de crise de façon à dégoûter la plupart des spectateurs dont l'opinion vaut la peine d'être écoutée."

"The Pall Mall Gazette" dit: "Pour le président McKinley, pour senor Sagasta et pour la reine régente si terriblement éprouvée, qui ont tous travaillé vaillamment pour la paix, il y aura une sympathie universelle."

Histoire controuvée.

Madrid, Espagne, 20 avril.—L'histoire, publiée à Rome, établissant que l'Espagne a offert ou offrirait l'Ile de Cuba au Pape, afin que celui-ci puisse la céder aux Etats-Unis, permettant ainsi à l'Espagne d'éviter l'humiliation d'une reddition aux Etats-Unis, est dénuée de fondement.

Cette idée est tournée en ridicule dans les cercles officiels de Madrid. Les espagnols déclarent qu'ils ne renonceraient pas à l'Ile de Cuba sans un héroïque effort.

On annonce que le fonds destiné au renforcement de la flotte espagnole s'est considérablement augmenté.

Au départ de Madrid du général Woodford, ministre des Etats-Unis, départ qu'on attend d'un moment à l'autre, les armes de l'Angleterre remplaceront celles des Etats-Unis à la légation, et le chargé d'affaires anglais protégera les intérêts américains en Espagne.

Un article de "L'Imparcial".

Madrid, Espagne, 20 avril.—Dans un article sur la situation l'Imparcial dit en terminant: "Comparez l'Amérique, avec ses soixante-dix millions d'habitants, riche et non épuisée par des guerres, qui convoite avec avarice l'Ile de Cuba, avec l'Espagne ayant une population d'un quart de celle des Etats-Unis, pauvre et ruinée par les guerres mais résolue à défendre ses droits."

Les américains sont entrés dans une querelle en tremblant de peur, tandis que les espagnols, avec leur bravoure ordinaire, défendent leurs droits sans s'occuper des conséquences.

Quatre mille matelots espagnols.

Madrid, Espagne, 20 avril.—Une dépêche officielle de la Havane annonce que le général Blanco a affrété un navire pour transporter quatre mille matelots espagnols ayant servi jusqu'ici dans la marine américaine qui désirent maintenant servir leur pays.

Cette dépêche ajoute que Béthancourt, un chef insurgé, a lancé une proclamation dans laquelle il accuse à une suspension d'hostilités. La dépêche se termine ainsi: "Les habitants de Santiago de Cuba, même les plus hostiles à l'Espagne, sont résolus à combattre sur les côtes des espagnols, et quelques chefs rebelles influents ont la même intention."

NOUVELLES AMERICAINES

Dangers d'une attaque contre la Havane.

Washington, 20 avril.—Un officier supérieur de la marine a dit: "J'es-père bien que le plan d'opérations qui a été dressé au département, ne comprend pas une attaque contre le Château Morro et les Forts, à Cabanas, au commencement de la campagne. S'il en était ainsi, bon nombre de nos bâtiments de guerre seraient certainement mis hors de combat; il faudrait les renvoyer dans le pays pour les faire réparer. Nos ressources, en fait de docks pour réparations sont si limitées sur les côtes sud de l'Atlantique, qu'il faudrait envoyer nos navires bien loin, au nord, pour les faire réparer, ou bien attendre que l'on construise des docks au sud, pour les recevoir."

Les Espagnols montrent de l'habileté et font preuve de sagacité dans les mouvements de leurs bâtiments. Ils les concentrent chez eux, dans leurs ports. Si notre flotte reçoit un échec en essayant de s'emparer des fortifications de la Havane, les Espagnols fendraient sur elle à toute vapeur et lui infligeraient des dommages irréparables.

Il semble que l'on devrait essayer de débarquer de nombreuses troupes à Cuba, détruire les fortifications, affamer les espagnols, tout en bloquant leurs ports, et la côte avec notre flotte, et on pourrait réussir. Qu'on se rappelle que, durant notre dernière guerre, leurs navires ont considérablement souffert dans l'attaque des forts du port de Charleston. Quand les soldats qui les détenaient eurent appris que Sherman arrivait de terre avec une armée, ils compénétrèrent à l'évacuer, alors même que Sherman était encore à une distance de plus de 100 milles. Toutes ces choses ont dû attirer l'attention du Bureau stratégique qui est en train de tracer un plan de campagne.

La question cubaine discutée d'une façon sensée à Madrid.

New York, 20 avril.—Une dépêche de Madrid au World dit: "On prétend que le principal obstacle à une entente entre les chefs autonomistes et séparatistes cubains vient de ce que les derniers demandent que l'Espagne retire ses troupes et sa marine de Cuba, admettant ainsi les insurgés avec leur rang et leurs titres dans l'armée coloniale et avec les mêmes droits que les volontaires restés loyaux."

Les insurgés demandent aussi leur admission dans l'administration locale et le parlement colonial.

Les négociations, maintenant renouvelées par senor Giberger et Dolly, étaient dirigées auparavant par senor Govin et le cabinet autonomiste qui, comme plusieurs ministres espagnols, étaient disposés à accorder ces conditions, pour assurer la pacification et battre la politique américaine d'intervention.

D'un autre côté, le parti militaire à Cuba et en Espagne, comme beaucoup de politiciens rejettent les termes et empêchent le cabinet de les accepter, bien que chacun sache qu'après les guerres des carlistes, dans la péninsule espagnole, l'Espagne a également reconnu les titres des officiers carlistes. Mais l'Espagne pense qu'elle a encore trois atouts dans son jeu: "Le premier, c'est que les négociations directes avec les insurgés cubains, par l'intermédiaire du cabinet autonomiste, dans la colonie, peuvent les conduire à accepter de très libérales concessions."

La seconde carte, c'est que l'intervention européenne peut arrêter les Etats-Unis, attendu que, dans l'avenir, les Etats-Unis pourraient intervenir dans les autres colonies européennes, pour les mêmes raisons.

La diplomatie espagnole sait parfaitement que les puissances européennes, malgré les malentendus qui les divisent quelque peu, peuvent certainement opposer leur veto aux prétentions d'intervention de l'Amérique à Cuba.

La troisième carte, c'est que la guerre va unir dans une cause commune toutes les classes populaires et militaires et, en même temps, imposer silence à toutes les opinions. Que si les affaires tournent mal pour l'Espagne, comme pour la Grèce, l'an dernier, les puissances européennes arrêteraient certainement les armées de l'Amérique et la forceraient à proposer des termes convenables.

Une grande faillite.

New York, 20 avril.—Le correspondant du Herald à Rio de Janeiro télégraphie que la grande maison de Louvo, engagée dans les importations de pétrole, de machines et de produits américains a suspendu ses paiements.

En Espagne.

New York, 20 avril.—On affirme ici que l'Espagne, ne pouvant attendre que ses ordres pour la fourniture de canons Krupp, soient exécutés, a essayé d'acheter des canons allemands; elle n'a pas encore réussi, attendu que le gouvernement voit d'un assez mauvais œil ces propositions.

Un journal local déclare que l'Espagne négocie un emprunt en Angleterre. Elle offre toute la gestion des îles Philippines, jusqu'à parfait paiement de l'emprunt.

Un grand nombre de journaux répètent d'après des on-dit que des services d'actions de grâce ont été célébrés aux Etats-Unis à la suite de la déclaration de guerre; ils ont pris la chose au sérieux et ils la condamnent.

Encore aucune signature du Président.

Washington, 20 avril.—Ni la résolution cubaine, ni l'ultimatum, n'étaient signées à 10 heures du matin. Le Président attendait le juge Day qui rédige l'ultimatum.

Le contre-amiral Walker, successeur de M. Roosevelt au département de la marine.

New York, 20 avril.—Le contre-amiral John G. Walker, en retraite, va probablement prendre la succession de Theo Roosevelt, actuellement sous-secrétaire de la marine. C'est le correspondant de la marine qui s'exprime ainsi.

Le contre-amiral Walker a été membre du bureau stratégique, et il est maintenant au fait des plans d'attaque et de défense dressés par le département de la guerre et de la marine. L'expérience qu'il a acquise dans le commandement de deux escadres, son habitude de traiter les questions diplomatiques les plus délicates, ses connaissances variées des besoins de la marine, tout cela le rend éminemment propre à prendre la succession de M. Roosevelt. C'est ce que déclarent ses amis.

Le correspondant du Herald continue ainsi: "Il y a bonne raison de croire que l'on va former une quatrième escadre, pour la protection des villes de la côte du golfe."

La question cubaine discutée d'une façon sensée à Madrid.

New York, 20 avril.—Une dépêche de Madrid au World dit: "On prétend que le principal obstacle à une entente entre les chefs autonomistes et séparatistes cubains vient de ce que les derniers demandent que l'Espagne retire ses troupes et sa marine de Cuba, admettant ainsi les insurgés avec leur rang et leurs titres dans l'armée coloniale et avec les mêmes droits que les volontaires restés loyaux."

Les insurgés demandent aussi leur admission dans l'administration locale et le parlement colonial.

Les négociations, maintenant renouvelées par senor Giberger et Dolly, étaient dirigées auparavant par senor Govin et le cabinet autonomiste qui, comme plusieurs ministres espagnols, étaient disposés à accorder ces conditions, pour assurer la pacification et battre la politique américaine d'intervention.

D'un autre côté, le parti militaire à Cuba et en Espagne, comme beaucoup de politiciens rejettent les termes et empêchent le cabinet de les accepter, bien que chacun sache qu'après les guerres des carlistes, dans la péninsule espagnole, l'Espagne a également reconnu les titres des officiers carlistes. Mais l'Espagne pense qu'elle a encore trois atouts dans son jeu: "Le premier, c'est que les négociations directes avec les insurgés cubains, par l'intermédiaire du cabinet autonomiste, dans la colonie, peuvent les conduire à accepter de très libérales concessions."

La seconde carte, c'est que l'intervention européenne peut arrêter les Etats-Unis, attendu que, dans l'avenir, les Etats-Unis pourraient intervenir dans les autres colonies européennes, pour les mêmes raisons.

La diplomatie espagnole sait parfaitement que les puissances européennes, malgré les malentendus qui les divisent quelque peu, peuvent certainement opposer leur veto aux prétentions d'intervention de l'Amérique à Cuba.

La troisième carte, c'est que la guerre va unir dans une cause commune toutes les classes populaires et militaires et, en même temps, imposer silence à toutes les opinions. Que si les affaires tournent mal pour l'Espagne, comme pour la Grèce, l'an dernier, les puissances européennes arrêteraient certainement les armées de l'Amérique et la forceraient à proposer des termes convenables.

Suspension d'hostilités par le chef Bétancourt.

New York, 20 avril.—Une dépêche de la Havane au Herald dit: "Un rapport de Matanzas dit que le gouvernement insurgé de la province, à la tête duquel se trouve Pedro Bétancourt, chef de tous les insurgés dans cette partie de l'Ile, a lancé une circulaire suspendant les hostilités sur tout le territoire où il commande."

Mouvement de troupes.

Newport, Rhode Island, 20 avril.—La batterie légère du 2me d'artillerie des Etats-Unis, de Fort Adams, est partie avec tous ses équipements pour Chickamauga, sur le steamer "Pricella", pour New York, hier soir.

Une Correspondance Anti-Espagnole.

New York, 20 avril.—Une dépêche de Londres au "World" dit: "La "Gazette de St-James", qui a pris hautement la défense de la cause espagnole, publie une lettre signée "Looker On", évidemment un personnage très important. L'auteur s'étonne des sentiments de sympathie qui se sont manifestés en faveur de l'Espagne, sur le continent et dans les journaux anglais. L'auteur conclut ainsi: "Quels que soient le silence plein de dignité du gouvernement espagnol, et l'attitude de la Reine, la façon de gouverner Cuba par l'Espagne a été une honte pour l'humanité, et j'espère ardemment que l'Amérique appliquera à ce pays la volée qu'il mérite si bien."

L'opinion de John Burns sur la guerre.

New York, 20 avril.—La guerre est le seul sujet de toutes les conversations, dit le correspondant du "World" à Londres. "Qu'elle qu'en soit la raison, il est indéniable que l'esprit public en Angleterre est opposé à la guerre. John Burns, a dit hier, très nettement: "Je suis parfaitement convaincu que même à cette onzième heure, la guerre peut encore être évitée, si la grande Bretagne emploie son influence, de concert avec les puissances continentales, pour exercer une pression irrésistible sur l'Espagne et l'engager à accorder des concessions satisfaisantes pour l'Amérique."

Nos sympathies sont pour les Etats-Unis; mais je suis opposé à la guerre, bien que j'apprécie le sentiment qui pousse le peuple américain à la faire. Tel était l'objet de tous les commentaires. On sait qu'aucun autre membre du parlement n'est plus opposé à l'intervention, soit à Madrid, soit à Washington.

L'escadre du capitaine Sampson.

Key West, Floride, 20 avril.—Le contre-torpilleur Mayflower est arrivé hier à Key West et a jeté l'ancre près du navire-amiral New-York.

Il est possible que le capitaine Sampson arbore son pavillon sur le Mayflower, s'il découvre que le blocus des ports cubains nécessite des inspections rapides et fréquentes de la flotte, car ce bâtiment est plus commode pour un service de ce genre que le croiseur de première classe New York.

Les bruits du départ du New York pour le nord et de l'installation du capitaine Sampson à bord du Dolphin sont faux.

Des précautions additionnelles sont prises pour assurer la sécurité des grands navires depuis le vote des résolutions par le Congrès. Toutes les lumières du New York, de l'Iowa et de l'Indiana, qui se trouvent en dehors du port de Key West, sont maintenant éteintes avant huit heures du soir, de sorte que les gros navires de guerre peuvent difficilement être aperçus d'un pont à l'autre, excepté quand un réflecteur électrique fait occasionnellement ressortir leurs lignes sombres.

En outre la patrouille de nuit a été doublée. La nuit dernière le Cincinnati et le Marlehead, accompagnés de deux torpilleurs, ont fait ce service.

Ces précautions exceptionnelles augmentent l'incertitude et tous les équipages espèrent des mesures promptes et définitives.

Texte de la requête de Senor Polo de Bernabe.

Washington, 20 avril.—Le texte de la requête adressée par senor Polo de Bernabe, ministre d'Espagne à Washington, au reçu de l'ultimatum du gouvernement américain, est le suivant: "Légation d'Espagne, Washington, 20 avril 1898.—M. le Secrétaire. La résolution adoptée par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique et approuvée aujourd'hui par le président est d'un tel caractère que mon séjour à Washington devient impossible et m'oblige à requérir de votre bienveillance la remise de mon passe-ports. La protection des intérêts espagnols sera confiée à l'ambassadeur de France et au ministre d'Autriche-Hongrie. Dans cette occasion très pénible, pour moi j'ai l'honneur de vous renouveler l'assurance de ma plus haute considération. Signé: LOUIS POLO de BERNABE. A l'honorable John Sherman, secrétaire d'Etat."

La teneur de la note envoyée à l'Espagne par le gouvernement américain.

Washington, 20 avril.—M. Porter a tendu la plume au président et les assistants se sont rangés autour de la table pour voir le président signer les résolutions votées par le Congrès. L'émotion était grande, mais il n'y a eu ni démonstration ni félicitations. Le petit groupe s'est promptement dispersé et au bout de dix minutes la Maison Blanche avait repris son aspect normal.

Le secrétaire Alger est resté avec le président. Ils ont fait ensuite une promenade d'une demi-heure dans le parc. Quoique le texte de l'ultimatum n'ait pas été publié on sait que le général Woodford, ministre des Etats-Unis à Madrid, restera en même temps au gouvernement espagnol une copie des résolutions conjointes adoptées par le Congrès ainsi qu'une déclaration du fait qu'elle ont été approuvées par l'exécutif.

Conformément à ces résolutions le président demande au gouvernement espagnol de rappeler ses forces militaires et navales de l'Ile de Cuba et des eaux cubaines, et il déclare que si une réponse satisfaisante n'est pas arrivée samedi prochain il emploiera les forces militaires et navales des Etats-Unis pour exécuter lesdites résolutions.

Le président ne fixe pas une heure de la journée de samedi avant laquelle l'Espagne doit répondre, si elle répond à notre demande, mais on peut raisonnablement supposer que toute heure avant minuit, samedi prochain, sera considérée comme un acquiescement aux termes de l'ultimatum.

Parlant de cette circonstance un membre du cabinet a dit que le gouvernement pouvait bien de son propre chef donner trois jours à l'Espagne pour répondre dans une affaire pouvant engager les destinées de la nation.

Les préparatifs de guerre vont être poussés avec une nouvelle activité. Il semble n'être guère douteux que la première mesure prise sera le blocus d'un ou de plusieurs ports cubains. Dès que l'armée d'occupation pourra être transportée à ces ports une reddition sans conditions sera demandée. En cas de refus le bombardement commencera immédiatement.

On ne pense pas que la concentration des forces navales soit retardée, même d'un seul jour, et il n'est pas improbable que d'importants mouvements dans les deux armées du service soient entrepris d'ici quelques heures.

Mouvements de troupes.

New York, 20 avril.—Le premier des trois trains portant les troupes allant de Sackett Harbor au sud, est arrivé à Jersey City par la ligne West Shore, un peu après minuit. Le train se composait de carabandiers et de cars de fret, portant les munitions, les ambulances, les provisions, les bagages des troupes. Les deux autres sections de train sont arrivées bientôt, à intervalles très rapprochés.

Les trains ont été dirigés sur le chemin de fer de la Pennsylvanie, dans la gare des passagers, à Jersey City.

Le retour du ministre des Etats-Unis à Madrid.

Washington, 20 avril.—La requête du ministre d'Espagne, senor Bernabe, est arrivée au département d'Etat vers midi. Il y a été fait droit immédiatement. M. Day, sous-secrétaire d'Etat, a donné des ordres pour que le ministre reçoive sans tarder ses passe-ports. Aucune instruction n'a été envoyée à M. Woodford, ministre des Etats-Unis à Madrid. On dit au département d'Etat que le départ du ministre d'Espagne ne nécessite pas le rappel immédiat de M. Woodford. La décision prise par senor Bernabe n'est pas considérée comme un ultimatum. De sorte que M. Woodford sera maintenu à Madrid jusqu'au moment où le gouvernement espagnol aura eu l'occasion de répondre ou, à défaut, jusqu'à samedi, quand il sera rappelé.

L'impression à Washington est que la décision du ministre espagnol est due au préambule des résolutions conjointes du Congrès, à propos duquel senor Sagasta, président du conseil, aurait dit hier soir à Madrid "que le gouvernement espagnol considérait ce préambule comme une insulte à la nation dont il serait forcé de prendre formellement note dès qu'il apprendrait que les résolutions avaient force de loi."